



Halifax  
**INITIATIVE**  
d'Halifax

Le 29 septembre 2004

Monsieur Paul Martin  
Premier ministre du Canada  
80, rue Wellington  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0A2

Objet : Lettre ouverte au Premier ministre Paul Martin demandant l'annulation de la dette des pays les plus démunis

Monsieur le Premier ministre,

Plus que tout autre leader du G-7, peut-être, vous connaissez l'importance de l'annulation de la dette pour les pays les plus démunis, ainsi que l'échec des stratégies utilisées dans le passé pour apporter une solution au problème de l'endettement. Malgré des gains importants assurés par les stratégies actuelles d'allègement de la dette, les pays pauvres continuent de consacrer plus d'argent au service de leur dette qu'à la santé et à l'éducation. Certains pays d'Afrique continuent de verser pour le remboursement de leurs dettes des sommes supérieures à ce qu'ils reçoivent en aide au développement et, dans la plupart des cas, ces sommes dépassent leur budget combiné de santé et d'éducation.

Comme vous le savez, dans les prochains jours, les pays les plus riches du monde pourraient être prêts à adopter une mesure importante et nécessaire en vue d'annuler la dette de certains des pays les plus démunis. Nous demandons au gouvernement du Canada de s'assurer que les leçons du passé seront intégrées dans ces nouveaux plans et que les leaders du G-7 exprimeront la volonté politique de faire en sorte que les pays pauvres arrivent enfin à sortir de l'ornière de l'endettement.

Nous demandons au Canada de soutenir :

- l'annulation immédiate et inconditionnelle de la totalité des dettes contractées par tous les pays à faible revenu envers les institutions financières multilatérales;
- l'argument voulant que ni le peuple iraquien ni les citoyens d'autres pays ayant été dirigés par des dictateurs ne devraient être obligés de rembourser des dettes odieuses;

... /2

- le principe selon lequel les pays bénéficiant d'une annulation de dette doivent être libres de mettre en œuvre leurs propres stratégies de développement national sans que des conditions attachées à l'annulation de dette les empêchent de le faire;
- le crédit à des conditions accessibles pour les pays les plus démunis du monde.

Les soussignés et les centaines de milliers de Canadiens qui ont participé à la campagne Jubilé 2000 pour l'annulation de la dette et qui continuent de lutter activement pour cette cause demandent au gouvernement du Canada de faire pression en faveur de l'annulation complète et sans conditions de la dette lorsque les ministres des finances des pays du G-7 se réuniront le 1<sup>er</sup> octobre prochain et lors des rencontres d'automne des représentants de la Banque mondiale et du FMI qui se tiendront à la fin de la semaine suivante.

L'annulation totale de la dette est atteignable et abordable sans diminuer l'aide au développement actuelle ou future. Il devrait être clairement établi que l'annulation de la dette s'ajoutera à l'aide au développement actuellement fournie aux pays pauvres. Le nouveau plan devrait aussi éviter d'absoudre la Banque mondiale et le FMI du rôle qu'ils ont joué dans la création des conditions de la crise de l'endettement à laquelle tant de pays démunis doivent actuellement faire face.

La meilleure approche de financement de l'annulation de la dette consisterait à utiliser les ressources de la Banque mondiale et du FMI, notamment les provisions pour pertes sur prêts (d'une valeur de 4 milliards \$US au 30 juin 2003) et les bénéfices non répartis de la Banque mondiale (27 milliards \$US à la même date), ainsi que les 103,4 millions d'onces d'or du FMI d'une valeur au marché d'environ 42 milliards \$US. Cette méthode présente l'avantage additionnel de ne pas compromettre une authentique aide au développement actuelle ou future.

Les propositions actuelles du Premier ministre Blair et du Président Bush ne reposent ni l'une ni l'autre sur cette approche, bien que cette dernière soit le moyen le plus efficace et le plus responsable pour financer l'annulation de la dette.

L'approche que nous préconisons pourrait constituer une contribution clé de la part du Canada dans les négociations actuelles. Cette proposition permet d'éviter que l'aide au développement présente ou futur doive être appliquée au remboursement de dettes à la Banque mondiale et elle assure également que les institutions multilatérales auront à rendre compte de leurs échecs passés. Elle ne minerait pas, par ailleurs, leur capacité de soutenir un véritable développement international dans l'avenir.

... /3

Nous demandons aux représentants du Canada de faire preuve de leadership et de jouer un rôle d'intermédiaire impartial afin d'amener leurs collègues du G-7 à mettre au point un plan d'annulation de la dette pouvant leur permettre d'atteindre les objectifs de développement du millénaire et d'améliorer les moyens de subsistance des peuples du monde entier.

Pour ce faire, l'annulation doit être complète et intégrale pour tous les pays les plus démunis qui en ont besoin. Elle doit aussi être inconditionnelle, de façon à ce que ces pays puissent adopter les voies de développement réclamées par leurs citoyens, plutôt que celles qui auraient été déterminées à Washington derrière des portes closes.

Monsieur le Premier ministre, cette question représente une occasion clé où le Canada peut exercer le leadership international dont vous avez vous-même parlé avant et pendant la dernière élection fédérale. Nous espérons que le gouvernement du Canada profitera de cette occasion pour assurer une solution durable à la crise de l'endettement qui touche les pays les plus pauvres de la planète.

Veillez agréer, monsieur le Premier ministre, l'expression de notre considération distinguée.



John Mihevc, président  
Coalition de l'Initiative d'Halifax

*c.c.* : Monsieur Ralph Goodale, ministre des Finances  
Monsieur Pierre Pettigrew, ministre des Affaires étrangères  
Madame Aileen Carroll, ministre de la Coopération internationale  
Monsieur Marcel Massé, administrateur de la Banque mondiale pour le Canada,  
Monsieur Kevin Lynch, administrateur du Fonds monétaire international pour le  
Canada

... /4

Les membres de la Coalition de l'Initiative d'Halifax sont :

- Développement et Paix
- Conférence des évêques catholiques du Canada – Bureau des affaires sociales
- Conseil canadien pour la coopération internationale
- Congrès du travail du Canada
- CoDevelopment Canada
- CUSO
- Les Ami(e)s de la Terre Canada
- Kairos : Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
- Mines Alerte Canada
- Institut Nord-Sud
- Oxfam Canada
- RESULTS Canada
- Droits et démocratie
- Comité pour la justice sociale
- Toronto Environmental Alliance
- World Inter-Action Mondiale

Les autres organismes qui ont endossé cette lettre sont :

- Alberta Council for Global Cooperation (ACGC)
- Asia Pacific Accord of Canada
- Basaynon Katig-uban, Canada
- Réseau juridique canadien VIH-sida
- Guatemala Breaking the Silence Network
- Inter Pares
- Interagency Coalition on Aids and Development (ICAD)
- Maharashtra Seva Samiti Organization
- McGill Global Aids Coalition
- McGill International Health Initiative
- Oxfam-Québec
- Partenariat Afrique Canada
- Rainbow of Hope for Children
- Raging Grannies - Ottawa
- Saint Mary's University Activist Coalition
- Students Against Global AIDS
- UPA Développement international
- Wycliffe Bible Translators Canada